



Mesdames, Messieurs les membres du CSA-D,

Monsieur le DASEN,

Autour de cette table, nous avons toutes et tous entendu un jour : « *Ouvrir une école, c'est fermer une prison.* »

Quelqu'un va forcément dire Victor Hugo.

La plupart d'entre nous attribue cette citation à Victor Hugo, même si cette vérité est à nuancer...

Ce que nous retenons surtout, à l'Unsa-éducation, c'est la pensée sociale et républicaine exprimée par Hugo sur l'ambition éducative que nous devons avoir en tant que société.

L'éducation est notre mission fondamentale car intégratrice pour « *résorber le bagne par l'école* »... Et cette fois ci, ces derniers mots sont les siens.

Pourtant, un siècle et demi plus tard, où en est la société française ?

(Pause)-Monsieur le DASEN ? Une idée ?

Et bien... Elle ne cesse de fermer des classes et de surpeupler ses prisons.

Les fermetures de classes, d'écoles nous les constatons, la société tout entière les subit.

Et ... Parallèlement nous atteignons des records de population carcérale chaque année, avec encore une hausse de **6 % pour cette année 2026**.

Certes, les prisonniers d'aujourd'hui ne sont pas les élèves actuels, mais rappelons-nous qu'il y a une quinzaine d'années, nous subissions un cycle particulièrement difficile pour l'École. Notre P/E n'avait jamais été aussi mauvais, les RASED avaient été décimés et le manque de remplacement et la baisse du recrutement sont apparus dans notre département. Tout cela, causé par le seul président... qui fut ensuite emprisonné !

*

À l'Unsa-Éducation, nous restons persuadé·es que l'École doit permettre de former des citoyennes et citoyens éclairé·es et émancipé·es, capables de faire des choix pour leur insertion tant civique que sociale et professionnelle, quels que soient leur origine, leur parcours ou leur territoire.

Or, la carte scolaire que vous nous présentez — avec ses **17 suppressions de postes** — même réfléchie, même argumentée, même « co-construite » avec vos IENs et les partenaires locaux est insupportable au regard des difficultés que nous affrontons quotidiennement.

Et comme partout ailleurs, elle est totalement à rebours des besoins réels de l'École :

- Notre **P/E** reste l'un des plus mauvais de France.
- Nos seuils sont maintenus à **28 et 24**, alors que les départements voisins ouvrent avec des seuils à **21 ou 22**.
- Quelques écoles dépassent déjà leur « capacité d'accueil » et vous n'ouvrez pas.
- Des dizaines d'écoles n'ont plus de « place disponible » et vous n'ouvrez pas.
- Plus d'une centaine d'écoles affichent une « capacité d'accueil » inférieure à 5 et vous n'ouvrez pas, souvent au détriment des écoles primaires.

Les écoles appellent à l'aide face à des conditions de travail de plus en plus dégradées, parfois intenable, et vous ne disposez d'aucune marge de manœuvre pour les aider et les accompagner.

Alors pour cette carte scolaire, si nous devons vous demander autre chose qu'une dotation de 450 postes en plus pour la Haute-Garonne pour avoir un P/E équilibré au reste de l'académie, nous demanderons à minima :

- d'écouter les alertes de nos collègues et d'intégrer de nouveaux indicateurs à vos analyses : le **turn-over** des enseignant·es, les saisies **RSST**, ou encore le manque de remplaçant·es très criant dans certaines circonscriptions.

- De tenir au moins un groupe de travail en juin. En effet, notre département constitué de Toulouse, 3^{ème} ville de France et de sa métropole implique de forts mouvements de population. Ne pas tenir d'instance en juin, c'est la garantie d'une rentrée difficile pour plusieurs écoles, élèves, enseignant·es et parents.

Monsieur le Dase, vous ne parviendrez pas à résorber à vous seul des années de politiques néolibérales menées au détriment du service public.

Mais nous, personnels de l'éducation, constatons chaque jour dans nos classes le délitement social, le mal-être de nos jeunes, symptôme d'une société en souffrance et **nous ne pouvons plus porter l'institution à bout de bras**.

C'est plus qu'un virage à 180 degrés qu'il nous faudra collectivement pour ouvrir des classes et fermer nos prisons. Victor Hugo ou pas derrière cette affirmation, nous en sommes convaincu·es.

Beaucoup moins par le projet que vous êtes contraint de nous présenter...